



HAL
open science

Regard sur la littérature et la presse arabes

Franck Mermier, Tigrane Yégavian

► **To cite this version:**

Franck Mermier, Tigrane Yégavian. Regard sur la littérature et la presse arabes. Moyen-Orient, 2017, 35, pp.10-14. halshs-01855333

HAL Id: halshs-01855333

<https://shs.hal.science/halshs-01855333>

Submitted on 17 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Regard

de Franck Mermier
sur la littérature et la
presse arabes



Anthropologue, directeur de recherche au CNRS ; auteur notamment de *Récits de villes : D'Aden à Beyrouth (Actes Sud, 2015)*, *Regards sur l'édition dans le monde arabe (dir. avec Charif Majdalani, Karthala, 2016)* et *Syrie-Yémen : D'une guerre à l'autre (dir., Galaade, 2017)*

Que reste-t-il de nos jours de la fameuse expression « Les Égyptiens écrivent, les Libanais publient et les Irakiens lisent » ?

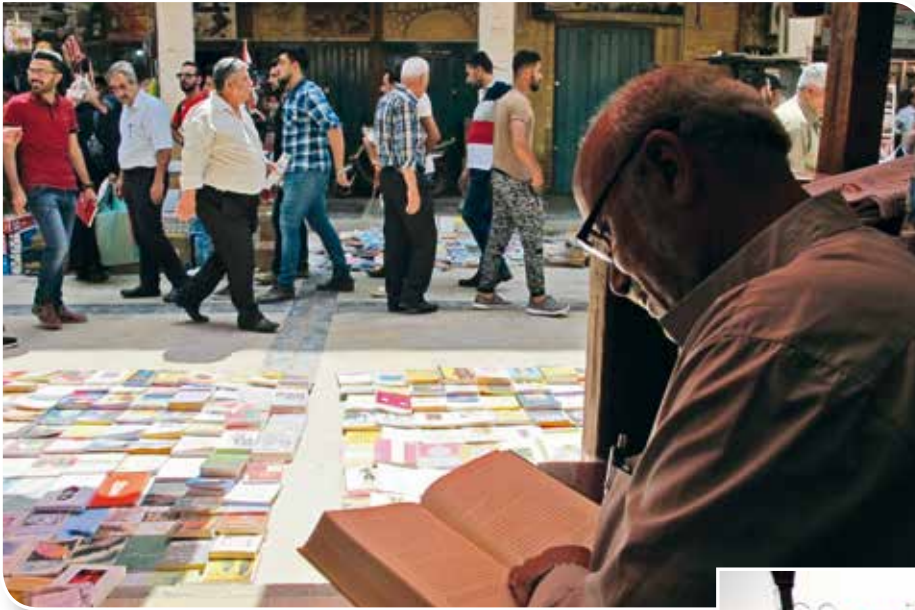
C'est devenu un dicton. Dans les années 1960-1970, le Liban imprimait parce que l'Égypte était frappée par la nationalisation du secteur de l'édition et de la culture de manière générale. Il y avait un grand nombre d'éditeurs égyptiens importants qui venaient travailler au Liban, d'autres s'étaient même installés au Pays des Cèdres, comme Dar al-Shorouk. De son côté, l'Irak subissait aussi cette nationalisation du secteur culturel et ses éditeurs indépendants avaient un accès limité au marché arabe. Les éditeurs libanais étaient les seuls à avoir un accès ouvert et ils étaient capables de maîtriser les flux et les vecteurs de diffusion dans le monde arabe. Ils avaient alors une fenêtre ouverte sur l'ensemble de la région.

De nos jours, ce n'est plus le cas, notamment depuis les années 1990, qui marquent un vrai tournant avec la libéralisation des secteurs, notamment privés, de l'édition dans l'ensemble du monde arabe. Le Liban conserve néanmoins un rôle important dans la diffusion du livre puisqu'on y trouve de grands éditeurs de dimension panarabe par le choix de leurs auteurs.

Qu'en est-il de la centralité de Beyrouth et du Caire comme pôles de l'édition arabe au regard du glissement en direction des monarchies du Golfe ?

Depuis le début des années 2000, les pays du Golfe jouent un rôle croissant dans le domaine culturel, particulièrement dans celui du livre. Cela s'est traduit notamment par le développement et la professionnalisation des foires du livre, comme à Riyad, Sharjah et Abou Dhabi. Autre phénomène concomitant : le lancement de programmes de traduction et la création de prix littéraires, à l'instar





© AFP/Sabah Arar

« Les années 1990 marquent un vrai tournant avec la libéralisation des secteurs, notamment privés, de l'édition dans l'ensemble du monde arabe. »

La presse et la littérature sont importantes dans les sociétés arabes, notamment en Irak (ci-contre, la rue Moutanabi, à Bagdad). Décerné au Saoudien Mohammed Hasan Alwan en 2017, l'International Prize for Arabic Fiction est devenu une référence.



© AFP/Samuel Bahar



© AFP/Marco Longari

de l'International Prize for Arabic Fiction créé en 2007 à Abou Dhabi et qui est, à l'heure actuelle, l'une des récompenses les plus importantes du monde arabe – en 2017, ce prix a été décerné au Saoudien Mohammed Hasan Alwan pour *Une petite mort* (non paru en français). Il est particulièrement suivi par les lecteurs du fait que les ouvrages sélectionnés parviennent de l'ensemble de la région. L'annonce dans la presse de sa liste longue, puis courte, et enfin du nom du lauréat a un écho majeur. Il existe parallèlement le prix Cheikh Zayed de littérature et le Ketara (Qatar), mais aussi d'autres prix dans les pays du Golfe qui touchent les sciences sociales et la traduction. Par ailleurs, les Émirats arabes unis tentent de jouer un rôle de premier plan dans le domaine de la littérature enfantine et de jeunesse, en plein essor. La foire du livre de Sharjah remet des prix dans ce domaine.

Le Caire et Beyrouth conservent tout de même leur statut de capitales du livre arabe, en raison du volume de la production égyptienne et du caractère extraverti de l'édition libanaise tournée en priorité vers le marché régional. Les deux capitales abritent aussi les éditeurs les plus prestigieux du monde arabe tels que Dar al-Shorouk, Dar al-Kitab al-Lubnani al-Masri, Dar Merit ou Dar Ayn au Caire, et Dar al-Adab, Dar al-Saqi, Dar Riad al-Rayyes, Dar al-Machriq, Maktabat Lubnan à Beyrouth, pour n'en citer que quelques-uns.



Et que dire de Londres, qui accueille un certain nombre d'éditeurs et de journaux panarabes ?

Pendant la guerre civile libanaise (1975-1990), Londres a abrité des maisons d'édition beyrouthines importantes, telles que Dar al-Saqi et Dar Riad el-Rayyes ; elle a aussi accueilli des Irakiens fuyant la répression du régime de Saddam Hussein (1979-2003). Aujourd'hui, le rôle de la capitale britannique s'est réduit, du fait que Dar Riad al-Rayyes et Dar al-Saqi se sont réinstallées à Beyrouth, même si cette dernière conserve une branche à Londres. En revanche, plusieurs éditeurs irakiens sont restés, car la situation sécuritaire est toujours aussi précaire dans leur pays, ce qui ne les empêche pas d'avoir des branches à Bagdad et à Beyrouth. C'est le cas notamment des éditions Dar al-Warraq.

Cette présence londonienne permet à Dar al-Saqi (Al-Saqi Books) de développer un catalogue en langue anglaise (littérature, sciences humaines) et d'avoir un marché dans le monde anglo-saxon. En ce qui concerne les éditeurs irakiens, le cas de Dar al-Mada est intéressant à signaler, car son directeur, Fakhri Karim, avait choisi de s'installer à Damas avant de retourner après 2003 à Bagdad, où il a créé un journal et une télévision satellitaire. Sa maison d'édition a notamment publié en traduction arabe des prix Nobel de littérature. Dar al-Jamal, de l'Irakien Khaled al-Maali, était implantée en Allemagne avant d'ouvrir des bureaux à Beyrouth et à Bagdad après 2003.



Quelles conséquences les soulèvements arabes de 2011 ont-ils eues en matière d'autonomie du champ intellectuel arabe ? Quels ont été les acquis sur ce plan ?

La situation est très contrastée selon les pays. Prenons le cas de l'Égypte : au début de la révolution, il y a eu une floraison de petites structures éditoriales, de librairies dans le centre-ville du Caire, d'institutions culturelles privées qui ont profité de la marge de liberté plus grande. Le soufflé est retombé avec la prise de pouvoir de Mohamed Morsi (2012-2013), du fait que les Frères musulmans ont tenté de reprendre en main le champ culturel. Puis, avec le coup d'État de juillet 2013, qui a porté Abdel Fattah el-Sissi au pouvoir, le champ intellectuel est devenu l'objet d'une forte répression. De nombreux journalistes et écrivains sont ainsi les cibles privilégiées d'une politique répressive tous azimuts ; le romancier Ahmed

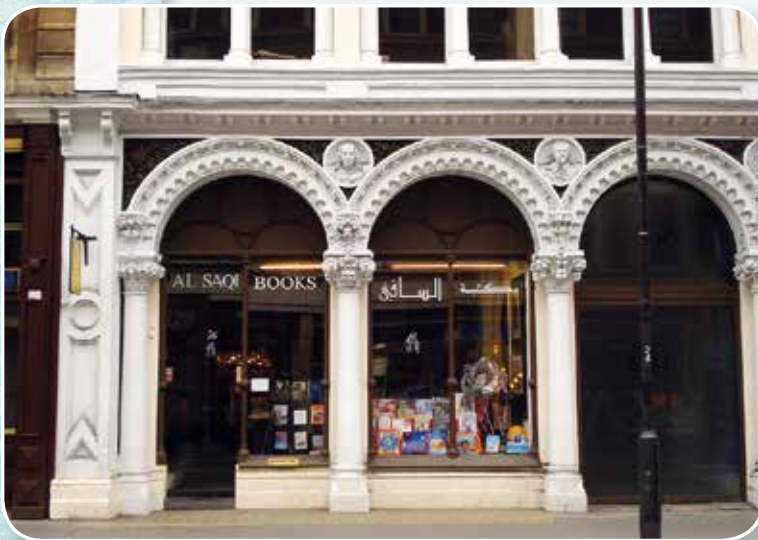
Naji représente le cas emblématique d'un auteur poursuivi – il a été condamné à deux ans de prison en février 2016 – pour ses écrits sur la seule plainte d'un lecteur « dérangé » par ses textes. En 2016, le gouvernement Al-Sissi a porté un coup dur aux ONG en restreignant leur accès aux financements étrangers, notamment celles luttant pour la défense des Droits de l'homme. Al-Mawred al-Thaqafy, une institution panarabe qui promeut la jeune création, a dû déménager du Caire à Beyrouth pour retrouver une atmosphère plus propice au déploiement de ses activités.

De son côté, la Tunisie a été le théâtre d'une large ouverture du champ culturel avec la floraison de maisons d'édition, de revues et de centres culturels. En revanche, en Libye, en Syrie et au Yémen, trois pays qui connaissent des situations de guerre et de conflits internes, le champ culturel est dévasté. En Libye, une censure de type fondamentaliste s'exerce sur les ouvrages importés. Au Yémen, en butte à un blocus, les quelques maisons d'édition existantes ont réduit drastiquement ou cessé leurs activités. La prolifération de groupes salafistes dans le pays, notamment dans le sud, et la mainmise houthiste dans le nord rendent extrêmement difficile l'expression d'une pensée libre. Pour ce qui est de

la Syrie, les éditeurs sur place sont confrontés à la guerre et à la difficulté d'exporter leurs ouvrages. Leur participation aux foires du livre du Golfe est entravée par la suspicion qui s'exerce vis-à-vis des éditeurs restés à Damas. Dans ce contexte, Beyrouth joue à plein son rôle de soupape culturelle.

Le monde arabe en général est entré dans l'« ère du témoin ». Un nouvel acteur politique central émerge : c'est le survivant qui parle et qui témoigne, que ce soit devant des tribunaux, mais c'est encore rare, ou de façon artistique. C'est ce à quoi l'on assiste dans le monde arabe aussi bien chez les opposants syriens avec l'essor d'une littérature de guerre, de revues de sites et d'institutions culturelles créés en exil (l'organisation Ettijahat, la fondation Sadik Jalal al-Azm, la revue *Dimashq* à Londres, les librairies syriennes à Istanbul, le Bayt al-Muwatin à Beyrouth, etc.). On observe en Irak une floraison de romans qui rendent compte du phénomène de la violence dans la société irakienne et des transformations causées depuis 2003. Parmi ces auteurs traduits en français, on peut citer Ali Bader (*Papa Sartre*, Seuil, 2014 ; *Vies et morts de Kamal Medhat*, Seuil, 2016), Sinan Antoon (*Seul le grenadier*, Actes Sud, 2017) et Ahmed Saadawi (*Frankenstein à Bagdad*, Piranha, 2016) (1). La guerre, la nécessité de témoigner, la volonté de créer, mais aussi celle de produire des connaissances sur sa propre société, surtout lorsqu'elle est en proie à des éruptions de violence inouïe, suscitent une effervescence culturelle qui passe par la libération de la parole et de la création artistique par l'usage de différents types de supports (livre, Internet, vidéo, etc.).

Il est intéressant de noter qu'alors que l'on évoque la décomposition des nations arabes avec l'extension du domaine djihadiste et la déliquescence de plusieurs États, on assiste dans le même temps à une expansion des champs culturels nationaux



La maison d'édition libanaise Dar al-Saqi possède une branche à Londres, Al-Saqi Books, lui permettant de développer un catalogue en langue anglaise.



dans les pays arabes si l'on regarde le volume et les contenus des productions artistiques et culturelles qui y sont créées. Il existe bien sûr des intellectuels et des romanciers connus à l'échelle panarabe, mais en plus grand nombre des créateurs et des penseurs dont la reconnaissance et l'influence s'exercent surtout à une échelle nationale.

On a l'impression que vous vous inscrivez en faux à la vision du Libanais Georges Corm, qui voyait dans les soulèvements de 2011 l'affirmation d'une conscience collective, d'une aspiration à une communion de destin comme la meilleure réponse à la mort annoncée du panarabisme.

Je pense que chaque trajectoire est singulière, même si cette concordance des temps n'est pas fortuite et indique l'existence d'un lien symbolique qui unit les pays arabes. Quand on voit ce qui s'est passé en Tunisie, puis en Égypte, au Yémen, en Syrie et à Bahreïn, on a l'impression qu'une étincelle s'est propagée au niveau panarabe. À l'image de la flamme olympique, la flamme révolutionnaire passe d'un pays à l'autre, mais, à chaque fois, ce sont des facteurs et des dynamiques historiques propres à chaque pays qui suscitent les mobilisations politiques. Ce que ces événements révèlent aussi, par leur traitement médiatique et les réactions au sein du monde arabe, à l'exception de rares spécialistes, c'est aussi une ignorance partagée de ce qui se passe chez le voisin. Les grilles de lecture stéréotypées que l'on dénonce couramment quand il s'agit des sociétés occidentales opèrent pareillement dans le monde arabe dans la façon d'appréhender les autres pays (exemple de la lecture confessionnelle ou tribale du conflit yéménite ou de l'analyse purement géopolitique de la crise syrienne). Par ailleurs, le degré de connaissance interne des sociétés arabes est souvent extrêmement minime du fait des entraves mises à la production du savoir par certains régimes. Depuis les révolutions, nombreux sont les intellectuels, journalistes et écrivains qui tentent de donner du sens à l'événement et de contrer le régime de monopole de la vérité instauré par les pouvoirs.

Avec la poursuite et l'enlisement des conflits libyen, irakien, syrien et yéménite, comment les pratiques de lecture et la scolarisation évoluent-elles ? Cette génération sacrifiée est-elle en train de devenir analphabète ?

Question pertinente ! Surtout quand on sait que de nombreux enfants sont embrigadés dans les différents groupes militaires se battant au Yémen, où des millions de personnes sont menacées par la famine. Dans les régions qu'ils contrôlent, les Houthis ont changé les programmes scolaires, notamment ceux d'histoire. Dans les campagnes syriennes ravagées, l'un des moyens de survivre économiquement est de faire la guerre dans une milice ou une autre, sans compter que les écoles sont souvent visées par les bombardements et que la scolarisation est devenue un rêve pour de nombreux enfants. Des constats similaires pourraient être faits pour l'Irak et la Libye où, comme en Syrie, des régions entières ont été dévastées et vidées de leurs habitants. Cet embrigadement militaire et éducatif pose un autre problème : enfants et adolescents qui, en temps normal, n'avaient qu'un accès limité à la production livresque de leur pays, sont aujourd'hui pratiquement coupés de tout accès au domaine culturel. Les situations sont contrastées selon les pays, mais, pour nombre d'enfants et de jeunes, la limitation de l'accès aux médias et à la production culturelle peut avoir des conséquences graves pour l'avenir, surtout pour ceux vivant dans des territoires où s'exercent des pouvoirs totalitaires et/ou miliciens.

Partant du cas tunisien, quel regard portez-vous sur la trajectoire de la presse écrite arabe et de ses mutations post-2011 ? Est-elle sur le chemin de la maturation en matière de professionnalisme et de traitement de l'information ?

Il est difficile de généraliser sur la presse arabe compte tenu de la diversité des degrés de pluralisme. Le Liban et le Maroc en ont un plus élevé que la Syrie ou le Soudan. L'Irak connaît depuis 2003 une ouverture importante du champ médiatique après le régime de Saddam Hussein, mais ce pays comme la Syrie (et la France) ont été classés comme les plus meurtriers

Devenu un phénomène littéraire, *Frankenstein* à Bagdad, d'Ahmed Saadawi, témoigne des transformations de la société irakienne depuis 2003.



© AP/Karim Sahib



Regard de Franck Mermier sur la littérature et la presse arabes

pour les journalistes en 2015. À partir de 2011, on aurait pu penser que dans les États du « printemps arabe », le pluralisme de la presse serait encore plus grand. En fait, cette hypothèse ne s'applique que dans le cas tunisien. Au Yémen, où le pluralisme est installé depuis l'unité en 1990, la liberté de la presse recule du fait de la censure du pouvoir à Sanaa depuis 2015, ce qui fait qu'il y a un grand nombre de journalistes yéménites emprisonnés. À l'inverse, en Tunisie, beaucoup de personnes qui ne lisaient guère les journaux locaux s'intéressent à la presse, aux nouveaux titres qui émergent ; ils écoutent et regardent beaucoup plus leur radio et leur télévision qu'autrefois. On assiste à une forme de réappropriation d'une culture

locale par les médias nationaux. En Syrie, dans les zones sous contrôle du régime, il n'existe pas de médias libres, alors qu'en exil, de nombreux sites d'information et de radios ont été créés. Depuis la révolution s'est formé un nouveau paysage médiatique syrien, renforcé en outre, par la présence importante de journalistes et d'intellectuels syriens dans les médias panarabes. En Égypte, les journalistes pratiquent l'autocensure et font les frais des nouvelles lois liberticides. Ils se trouvent confinés entre l'enclume du régime d'Al-Sissi, pour qui la moindre critique est une insulte à sa personne, et le marteau d'Al-Azhar, qui exerce un contrôle vigilant sur l'espace moral égyptien, scrutant ce qui se publie et se projette.

Il faut aussi signaler le rôle du Qatar dans la presse arabe avec le rachat du grand quotidien londonien *Al-Quds al-Arabi*, la fondation à Londres et à Doha d'*Al-Arabi al-Jadid*, concurrent d'*Al-Hayat*. Le site d'information libanais *Al-Modon* est aussi dans leur orbite, sous l'égide d'Azmi Bichara. Cet intellectuel palestinien, ex-communiste, a créé l'Arab Center for Research & Policy Studies à Doha, qui publie des revues et des ouvrages dans le domaine des sciences sociales et humaines. Azmi Bichara représente le contrepoint libéral de Youssef al-Qaradawi, qui est un idéologue majeur de la tendance

des Frères musulmans. De fait, le Qatar exerce aussi une politique d'influence au sein des milieux intellectuels libéraux arabes du Golfe au Maghreb (médecins, avocats, étudiants, universitaires, etc.). Dans ce spectre de la presse panarabe contrôlée par Doha, l'orientation idéologique possède une tonalité libérale, voire de gauche, mais toujours opposée à l'axe Iran-Syrie-Hezbollah-Irak.



© AFP/Anwar Amro

Le 31 décembre 2016, le célèbre quotidien libanais *Al-Safir*, fondé en 1974, publiait son dernier numéro.

Comment expliquez-vous le fait que les suppléments littéraires dirigés par de grands écrivains et qui faisaient la réputation des principaux quotidiens libanais arabophones ont cessé de paraître au cours des dernières années ?

La presse écrite libanaise traverse une phase extrêmement critique aussi bien sur le plan économique que sur le plan politique. De grands journaux comme *An-Nahar*, *Al-Mustaqbal* ou *Al-Safir* ont supprimé leurs suppléments culturels qui étaient très importants et lus grâce à Internet dans tout le monde arabe. En outre, *Al-Safir* a publié son dernier numéro le 31 décembre 2016. Parallèlement, des revues comme *Kalamoun*, en 2016, ont cessé de paraître quand d'autres survivent tant bien que mal. Ces suppléments libanais étaient intéressants parce qu'ils ouvraient leurs colonnes aux intellectuels du monde arabe. Cette dimension panarabe était extrêmement importante.

Par ailleurs, les espaces journalistiques ont été réduits à leur portion congrue. Le journalisme libanais, à l'image de nos gratuits, se transforme et adopte un traitement de l'information quasi instantané. Heureusement, l'année 2012 a vu la fondation du trimestriel *Bidayat* par le sociologue et historien Fawwaz Traboulsi et la reapparition d'*Al-Tariq*, revue du Parti communiste libanais, deux publications libanaises qui portent le flambeau de la critique sociale et historique.

NOTE

(1) Regard d'Ahmed Saadawi sur la société irakienne, in *Moyen-Orient* n°34, avril-juin 2017, p. 10-14.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR TIGRANE YÉGAVIAN (AVRIL 2017)